

Recherches sociographiques



Gilles PAQUET, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*

Jean-Philippe Warren

Volume 41, numéro 1, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057330ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057330ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Warren, J.-P. (2000). Compte rendu de [Gilles PAQUET, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*]. *Recherches sociographiques*, 41(1), 102–105. <https://doi.org/10.7202/057330ar>

donné à ce terme. Ainsi, tout au long de son ouvrage, l'auteur s'appuie non seulement sur des écrits émanant d'hommes politiques, mais également sur ceux des poètes et des romanciers, pour étayer son interprétation et déployer ses arguments. C'est dire que le modèle canadien qu'il cherche à dégager procède d'un imaginaire commun exprimant des valeurs que tous partagent. Cependant comme, même dans une société démocratique, la plus large part de ce domaine relève de l'implicite et du non-dit, chercher à en circonscrire les contours et à en nommer le contenu reste une entreprise aussi audacieuse que périlleuse. Ce qui n'enlève rien ici à la finesse de son exécution.

Sylvie LACOMBE

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Gilles PAQUET, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité*, Montréal, Liber, 1999, 159 p.

On peut retenir au moins ceci de Karl MARX, à savoir qu'une société ne se pose que les questions qu'elle est en mesure de résoudre. Elle ne rêve en parallèle que le rêve de son impuissance. Revenant sur le récit de la Révolution tranquille une fois la révolution consommée, les utopies compromises et les grands combats abandonnés, on commence à peine à examiner l'historiographie québécoise récente dans les livres universitaires quand on se presse depuis belle lurette à liquider concrètement les grandes réformes des années 1960 dans les ministères. On peut se demander dès lors quel mérite il y a à relativiser le mythe de l'âge d'or de la Révolution tranquille avec parfois beaucoup de vigueur, lorsqu'elle est en passe de devenir bientôt un (mauvais) souvenir de l'histoire de la société québécoise au fur et à mesure que ses réalisations sont passées une à une dans le hachoir des gestionnaires du déficit zéro, des idéologues de l'État-minimal et des vaticinateurs de l'économie globale. L'idée que les années 1960 marqueraient l'avènement d'une société libérale et démocratique dans un petit coin de pays où n'avait su triompher jusque-là qu'un duplessisme verveux marié à un cléricanisme étouffant, cède, dans l'imaginaire collectif, devant la représentation d'une génération de baby-boomers se donnant un État le temps d'emprunter de quoi majorer ses salaires, avant de le saborder trente ans plus tard, non sans l'avoir dégarni de l'argent de sa retraite, en laissant les générations plus jeunes se débrouiller avec la note. Les taux de croissance ne sont-ils pas là pour confirmer que les années 1960 n'ont eu en définitive pour effet que de ralentir le développement économique et scléroser les institutions ? Ne restait plus alors qu'à faire de Maurice Duplessis un leader libéral, un gestionnaire économe ainsi qu'un sage précurseur sur la voie de l'ouverture des marchés, à la grande surprise des acteurs engagés de l'époque, lesquels s'en souvenaient généralement comme un chef de gouvernement conservateur, corrompu et autoritaire ?

Je me méfie des livres qui nous conjurent d'oublier l'histoire qui nous précède sans faire retour sur les idéaux qu'elle tentait d'accomplir. Après chaque révolution rôde le spectre de la restauration dans cette volonté ressurgente de déboulonner les héros d'hier pour les remplacer par ceux d'aujourd'hui. On brûle les effigies des martyrs d'autrefois (syndicalistes, baby-boomers), on juge du haut du tribunal de l'histoire les réalisations de l'époque (bureaucratie, État, stade olympique), on réhabilite les vilains (Duplessis) ; bref on retourne l'histoire comme un gant. Que reste-t-il à la fin de la Révolution tranquille après l'avoir ramené à une courbe de croissance économique déclinante, comme Duplessis était autrefois ramené à la loi du cadenas et aux matraques de la grève de l'amiante ? Il ne demeure que la volonté de la dégommer de l'imaginaire comme une vulgaire cosmologie entretenue par des interprétations canoniques et fausses. Selon Gilles Paquet, le grand récit de la Révolution tranquille est non seulement erroné, il est néfaste, funeste, étouffant et sclérosant, parce qu'il entretient un projet qui fut le fruit d'esprits un peu naïfs et niais (en effet il n'y a pas un moment du livre où l'on peut croire que les artisans des réformes des années 1960 aient pu faire quelque chose – n'importe quoi – d'intelligent). Il faut donc s'en débarrasser par un acte radical qui l'efface tout entier, et d'un seul coup, de la mémoire. « Faire de petits sauts plutôt qu'un grand saut, c'est la parfaite recette pour le désastre. » (P. 54.) Est-ce trop dire que je pense exactement l'inverse ? En histoire, il n'y a pas de génération spontanée, disait un journaliste, sauf pour le pire. La vertu qui nous manque, à ce qu'il me semble, est plutôt celle de la prudence à l'heure où l'on balance sans trop y réfléchir les acquis de cent ans de lutte ouvrière et que nos élites effacent les anciens idéaux des années 1960 afin de les remplacer par des slogans sur l'infaillible recette du bonheur promis par le monde pluraliste de demain.

L'ouvrage de Gilles Paquet assure que la Révolution tranquille constitue « un pas en arrière dans l'histoire du Québec » en mettant « en place un processus de décapitalisation sociale, d'érosion du soubassement social (famille, Église, communauté), qui a eu des effets néfastes sur la croissance économique du Québec, son niveau de bien-être et son progrès ». Les nationalistes aussi bien que les fédéralistes auraient constitué l'État québécois au détriment des communautés d'appartenance traditionnelles, avec pour résultat que le développement économique a été entravé avec le morcellement des anciens liens communautaires. Cette vue des choses repose en fait sur deux postulats implicites. D'abord que le développement de la sphère économique n'est pas lié en partie, dans l'histoire moderne occidentale à tout le moins, à l'apparition d'un individualisme forcené que restituent assez bien les romans de Balzac, ce que l'on aura raison de contester. Nul besoin de revenir aux travaux sur l'individualisme moderne, ni à ceux plus utiles de Karl Polanyi sur la grande transformation du système capitaliste, où on voit celui-ci se développer en autonomie et en marge de la société proprement dite, pour comprendre que, s'il est vrai que le capitalisme repose en dernière instance sur un soubassement culturel propre, il s'est établi un peu partout dans l'histoire à l'encontre des cultures et en dévaluant radicalement les caractéristiques nationales. Ensuite l'auteur semble ne pas se rappeler à quel point la Révolution tranquille a été le moment d'une utopie communautaire qui ne voulait faire la révolution qu'à la condition de pouvoir y retrouver une socialité plus profonde, vraie, authentique,

franche, fraternelle. Fernand DUMONT n'écrivait-il pas qu'il ne fallait défaire les villages que pour refaire un village, que si le Québec avait trop vécu en famille il n'en fallait pas oublier que cette forme de vivre ensemble était à la base de la vie commune ? Les chansons de Gilles Vigneault, de Georges Dor, de Claude Gauthier ne sont-elles pas là pour nous rappeler l'idéal de fête, de kermesse, de concorde, caché derrière les camions de la Baie James, la construction du métro montréalais et les autres projets géants entrepris par l'État québécois ? Il n'y a pas eu, peu s'en faut, dans les années 1960, qu'une « orgie de centralisation administrative ».

Il faut d'autant plus s'efforcer de ne pas oublier cette autre face de la Révolution tranquille que le discours de Gilles Paquet risque de nous enfoncer plus profondément, sous prétexte de vouloir réinventer une nouvelle socialité, dans le mode de régulation postmoderne analysé par Michel FREITAG. « La nouvelle façon de penser ouverte, intégrante et évolutionnaire, écrit sans sourciller l'auteur, met l'accent sur la synergie, l'apprentissage organisationnel pour assurer le développement d'une société vivable. » (p. 123.) C'est pourquoi, « Pour faire face à l'environnement en effervescence, les divers intervenants vont modifier leurs stratégies et utiliser l'environnement et ses pulsations comme le surfeur utilise la vague. » (p. 134). Le jargon emprunté par l'auteur le faisant chaque fois tomber dans la batterie des poncifs actuels sur la nécessité d'adapter toutes les réalités sociales (devenues des clientèles, des marchés ou des ressources) à leurs différents environnements, son entreprise d'invention d'une nouvelle socialité finit par ressembler à une plate tentative de *reengineering* social appliqué non plus à une entreprise, non plus à une organisation, mais à la nation en son entier. « Il est important de se rappeler qu'il n'y a pas seulement des ressources matérielles, financières ou intellectuelles à exploiter, il y a aussi des ressources interpersonnelles à mobiliser et à exhausser, et une économie de la relation (!) à bâtir. » (p. 130.) Je n'ai jamais su qu'on puisse « construire des communautés », comme l'y incite l'auteur, si l'on peut toujours les recueillir, sinon les cultiver. Les tentatives d'autogestion, c'était déjà plus sensible, plus humain comme projet que les machins sur l'économie sociale d'aujourd'hui, et pourtant on a déjà donné, et personne ne songe vraiment à reprendre à pied d'œuvre l'expérience. Certains passages de l'ouvrage me font penser aux appels à la participation des années 1960, à la volonté répétée d'un développement régional, aux appels à une économie adaptée aux réalités populaires et locales, mais dans un tel jargon organisationnel qu'on en vient à ne plus entendre en filigrane que le rationalisme systémique et bureaucratique dénoncé pourtant à grands cris par l'auteur.

Gilles Paquet devrait relire les ouvrages de Fernand DUMONT ; il devrait revoir les utopies participatives qui ont fleuri durant la Révolution tranquille pour constater à quel point son livre n'a d'original que l'amnésie d'une Révolution qu'il ne faudrait surtout pas oublier. En histoire il n'y a rien de pire que d'oublier, surtout quand l'époque qu'il s'agit de jeter aux oubliettes a été en même temps qu'un échec pratique (si encore elle le fut) une promesse extraordinaire dont nous ne devons pas refuser de poursuivre l'idéal... Fernand Dumont écrivait en 1975 avoir été trahi par la révolution en cours, de même que Jacques Grand'Maison, Pierre Vadeboncoeur et Gérald Fortin. Il faut comprendre à la source pourquoi les acteurs engagés qui ont fait la Révolution tranquille ont senti, déjà à cette époque,

qu'elle s'était dévoyée de son cours : pourquoi les militants de l'après-guerre n'ont pas pu se reconnaître dans des réformes qu'ils avaient eux-mêmes soutenues.

Gilles Paquet a voulu faire un pamphlet pour dénoncer un récit qui est déjà en passe de faire partie du folklore. Il a voulu repenser une cosmologie de rechange en tissant ensemble les mots-valises de l'idéologie contemporaine. Il a voulu dépasser ce qui n'est pas encore résolu. Il a écrit le livre pour ces administrateurs qui n'attendent plus que cette sanction pour enchâsser ce qu'ils ont fait dans un programme. Lorsqu'on ne se pose que les questions qu'on sait pouvoir résoudre, on n'avoue que les crimes qu'on sait devoir rester impunis.

Jean-Philippe WARREN

Serge GAGNON, *Le passé composé. De Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB, 1999, 190 p.

Serge Gagnon reprend ici deux études critiques sur l'œuvre de Fernand Ouellet, d'abord publiées en anglais dans *Quebec and its Historians. The Twentieth Century* (1985). La première porte sur la rhétorique et les « thèses hardies » dont « le style est seulement la couche protectrice » (p. 28) ; la seconde s'en prend à la démonstration quantitative de *l'Histoire économique et sociale...* (1966) et de *Bas-Canada* (1976). Ce diptyque ouelletien était précédé, en 1985, d'un texte de jeunesse sur les historiens et la Révolution tranquille, et de deux articles, datant de 1978, sur l'historiographie de la Nouvelle-France. Ici, il est complété par deux écrits tout récents : un panorama de l'historiographie d'après 1960 et une polémique égocentrée contre Ronald RUDIN, qui boucle la boucle avec l'« avant-propos » autobiographique.

Honnête œuvre de circonstance, le panorama sur les « trente ans d'historiographie : de Ouellet à Linteau » ne dépasse guère le bilan-catalogue, sans prétention à l'exhaustivité et basé en bonne part sur une documentation de seconde main : les comptes rendus d'ouvrages. On aurait préféré à ce travail de surface la bonne étude sur l'historiographie de la Nouvelle-France, « de Jean Hamelin à Louise Dechêne », qui apparemment n'a été elle aussi publiée qu'en anglais. Malheureusement, elle n'entrait pas dans le cadre que s'était fixé S. Gagnon : « de Ouellet à Rudin ».

Le « contre Rudin » est plutôt navrant. Quoi qu'il en prône, S. Gagnon a bien mal su « maîtriser ses émotions » ; il tombe tout net dans une paranoïa où se noie ce qu'il y avait de valable dans sa critique. À se fier à ce qu'il en rapporte, Rudin aurait construit son ouvrage sur *Faire de l'histoire au Québec* (U. of Toronto Press, 1997 / Septentrion, 1998) autour de deux grandes figures : Groulx, le héros, et Serge Gagnon, l'adversaire. En fait, celui-ci ne joue que deux rôles fort secondaires dans le récit de Rudin : au titre d'historiographe, à qui emprunter quelque peu, et en tant que figure mineure de la génération historienne « pré-révisionniste », née dans l'entre-deux-guerres, qui va de Frégault (1918) à... disons Serge Gagnon (1939).